

La prospérité à son point culminant

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **48 (1956)**

Heft 4

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384947>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

48^{me} année

Avril 1956

N° 4

La prospérité à son point culminant

Par Max Weber

La situation de l'économie mondiale

L'événement économique marquant de 1955 a été sans contredit la rapidité avec laquelle les *Etats-Unis* ont surmonté la « récession » de l'année précédente. Ce résultat était déjà en grande partie atteint au printemps; vers le milieu de 1955, la production avait de nouveau atteint le chiffre record enregistré avant la phase de régression. Ce niveau a été dépassé par la suite, de sorte que jamais le revenu national américain n'a été plus élevé. Toutefois, le chômage n'a pas reculé dans la même proportion que l'accroissement de la production. Au cours des deux dernières années, l'effectif des chômeurs a été en permanence supérieur à 2 millions ou à 3% du nombre des personnes occupées; il était sensiblement inférieur à ce niveau au cours de la période 1951-1953. Il faut donc admettre que les progrès rapides de la rationalisation et de l'automatisation ont permis d'augmenter encore le rendement par travailleur, si bien que, malgré l'accroissement du volume de la production, il n'a pas été possible de liquider le chômage. On peut en conclure qu'une production et un revenu national maximums n'impliquent pas forcément un niveau maximum de l'emploi. La reprise s'est manifestée surtout dans les industries de biens de consommation durables — dans celle de l'automobile notamment — le secteur où le fléchissement avait été le plus marqué.

En *Europe*, en revanche, l'expansion s'est poursuivie, encore qu'à une cadence plus lente en raison de l'amenuisement des réserves de main-d'œuvre. Bien que des poches considérables de chômage subsistent encore en Allemagne occidentale et en Autriche, ces deux pays souffrent, eux aussi, d'une pénurie de travailleurs qualifiés. L'Italie, qui est le pays où l'on compte le plus de chômeurs, alimente de main-d'œuvre la plupart des Etats du continent. Le niveau élevé de l'emploi favorise la hausse des salaires; dans divers pays,

malheureusement, un renchérissement qui va croissant la rend en grande partie illusoire.

Pour freiner les tendances inflationnistes, la plupart des gouvernements ont fait jouer certains mécanismes de la politique monétaire et du crédit. Les banques d'émission ont relevé le taux d'escompte; elles ont tenté de limiter le crédit par le biais d'une augmentation des réserves obligatoires des banques privées. La République fédérale allemande pratique systématiquement une politique économique visant à stabiliser les prix. A cet effet, elle a abaissé l'imposition qui frappe le sucre et le café; elle s'engage dans de nouvelles voies dans le secteur agricole. On sait que les paysans demandent que leurs revenus soient adaptés à l'élévation du revenu national. De l'avis du Gouvernement de Bonn, ce but doit être atteint non pas par un relèvement des prix (qui entraînerait une nouvelle hausse du coût de la vie, provoquerait de nouvelles revendications de salaire et aggraverait le danger d'inflation), mais par un abaissement des coûts de production; à cet effet, le gouvernement accordera d'amples subventions destinées à pousser la rationalisation de l'agriculture.

L'économie suisse en 1955

L'activité économique s'est poursuivie avec la même intensité que l'année précédente. Presque partout — dans les secteurs du bâtiment et de l'exportation notamment — les résultats de 1954 ont été dépassés. Le nombre des personnes occupées s'est encore accru; les besoins supplémentaires de main-d'œuvre ont pu être couverts à l'étranger, en Italie en particulier. En dépit de diverses tensions, l'économie suisse n'a pas connu jusqu'à maintenant des déséquilibres graves.

La situation sur le marché des capitaux

Vers le milieu de l'an dernier, on a assisté à un renversement de la situation sur le marché des capitaux; à la grande liquidité qui, au cours des années 1953/1954, a exercé une pression sur les taux d'intérêt a succédé une pénurie. Les cours des obligations ont baissé; le rendement des emprunts fédéraux, qui s'était inscrit temporairement à moins de 2,5%, est passé à 3 et même à 3,2% dans la seconde moitié de l'année. Ensuite de ce renchérissement du crédit, les sociétés qui construisent de nouvelles centrales d'électricité ont dû porter le taux de leurs emprunts de 2,75 à 3,25%; de son côté, la Confédération n'a plus été en mesure de placer des emprunts de conversion à moins de 3%.

Quelles sont les causes de ce brusque revirement? Rappelons tout d'abord que l'accroissement des importations et des stocks de marchandises a exigé des moyens financiers plus considérables. En outre, le marché des capitaux a été mis davantage à contribution

que l'an dernier par les émissions suisses et étrangères d'obligations, comme aussi par les augmentations de capitaux auxquelles ont procédé de nombreuses sociétés anonymes. Les nouvelles émissions ont absorbé 1117 millions, tandis que les remboursements se sont limités à 184 millions seulement; le besoin d'argent frais a donc été de 933 millions au regard de 385 millions en 1954; la demande a augmenté de plus d'un demi-milliard. Parallèlement, les crédits ouverts par les banques accusent une extraordinaire amplification, nettement supérieure à celle de l'épargne. Dans ces conditions, l'accord passé par la Banque Nationale avec les banques privées en vue du blocage des liquidités jusqu'à concurrence de 250 millions (cet accord prendra fin cet été) a eu pour effet de freiner l'expansion du crédit; la décision prise antérieurement par la Confédération de réduire de 85 millions ses demandes de crédit auprès des banques a également contribué à cette évolution.

Cette situation démontre que les attaques déclenchées contre le fonds d'A. V. S. étaient excessives et que ce dernier n'exerce pas sur les taux d'intérêt les pressions sur lesquelles on a tant insisté. On constate que, bien que le fonds d'A. V. S. ait continué d'augmenter, ces critiques ont presque entièrement cessé. Le fonds ne représente d'ailleurs qu'une partie relativement modeste de l'épargne nationale.

Quant à la hausse des *cours des actions*, elle a été interrompue à plusieurs reprises. Ce phénomène ne traduit pas un fléchissement des bénéficiaires: c'est tout simplement une réaction nécessaire contre une spéculation qui avait porté ces cours à un niveau excessif. Mais ils sont désormais, davantage qu'hier, à la merci d'événements imprévus. Par exemple, la maladie du président Eisenhower a ouvert une longue période de baisse. Dans l'ensemble cependant, le niveau moyen des cours est resté extraordinairement élevé, et même légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

L'*indice des actions* calculé par la Banque Nationale (cours en bourse en pour-cent du capital versé) a évolué comme suit au cours des dernières années:

	Banques	Sociétés financières	Industrie:		Indice général
			Total	Ind. des machines et métaux	
Fin 1946	143,6	112,7	357,4	171,7	234,8
» 1950	158,1	110,4	381,4	212,5	260,7
» 1951	183,6	148,0	439,1	249,3	307,8
» 1952	190,0	184,8	418,6	241,1	318,3
» 1953	221,3	196,3	403,7	229,0	332,5
» 1954	270,5	266,0	514,0	290,5	423,5
» 1955	269,5	240,3	552,7	329,3	437,6

A fin décembre 1955, l'indice des actions industrielles était plus élevé que l'année précédente (de 13% pour ce qui est de l'industrie des machines et métaux). Nous n'avons donc aucune raison de

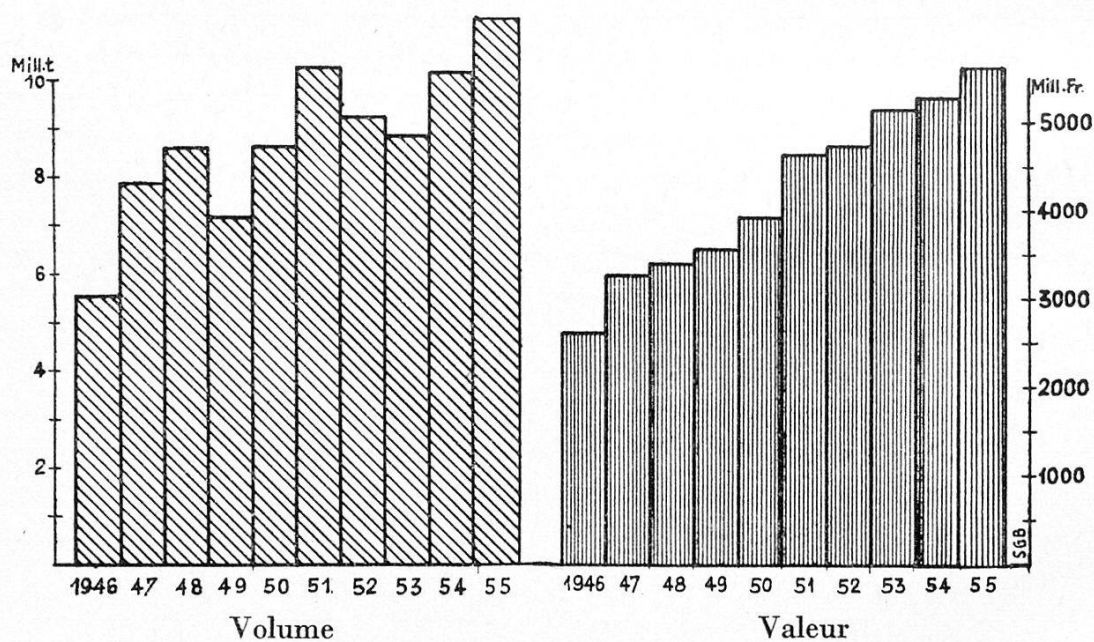
prendre au sérieux les plaintes de ceux qui prétendent que si l'industrie produit beaucoup, elle gagne peu...

Le commerce extérieur

On sait que le commerce extérieur a atteint des chiffres record en 1954. Ils ont été dépassés de 800 millions en 1955 pour les importations et de 350 millions pour les exportations. On est tenté de qualifier cette évolution de sensationnelle.

	Importations		Exportations en millions de fr.	Excédent des importations en millions de fr.
	en milliers de t.	en millions de fr.		
1950	8 622	4536	3911	625
1951	10 263	5916	4691	1225
1952	9 254	5206	4749	457
1953	8 835	5071	5165	— 94
1954	10 283	5592	5272	320
1955	11 321	6401	5622	779

Commerce extérieur



L'excédent des importations de 779 millions de francs peut être tenu pour normal; il est largement couvert par le produit des services (tourisme, rendement des capitaux placés à l'étranger, location et vente de brevets, trafic en transit, assurances, transactions commerciales internationales, etc.); la balance des paiements demeure nettement excédentaire.

Dans l'ensemble, les exportations se sont accrues de 6,6%. Les livraisons de machines, qui ont augmenté de 13%, viennent en pre-

mier rang, suivies par les ventes opérées par l'industrie horlogère. On constate avec satisfaction qu'en dépit d'une intense concurrence les exportations de textile se sont également amplifiées, encore que toutes les branches ne participent pas de manière égale à cet essor.

Dans une étude consacrée à la capacité de concurrence de l'industrie suisse d'exportation, MM. Ch. Gasser et Kneschaurek ont tenté d'évaluer dans quelle proportion la production globale des principales industries est exportée :

	Exportation en % de la production globale	Exportations 1955 en millions de fr.	Nombre des per- sonnes occupées (statistique des fabriques 1955)
Industrie des machines et appareils	70	1636	149 000
Horlogerie	95	1077	56 000
Industrie chimique	60	870	27 000
Colorants	95	270	7 000
Produits pharmaceutiques et par- fums	95	405	9 000
Industrie textile (sans la lingerie et le vêtement)	45	729	69 000
Industrie du coton	45	226	26 000
Industrie de la soie	70	211	15 000
Broderie	95	118	3 000
Industrie de la laine	15	64	11 000

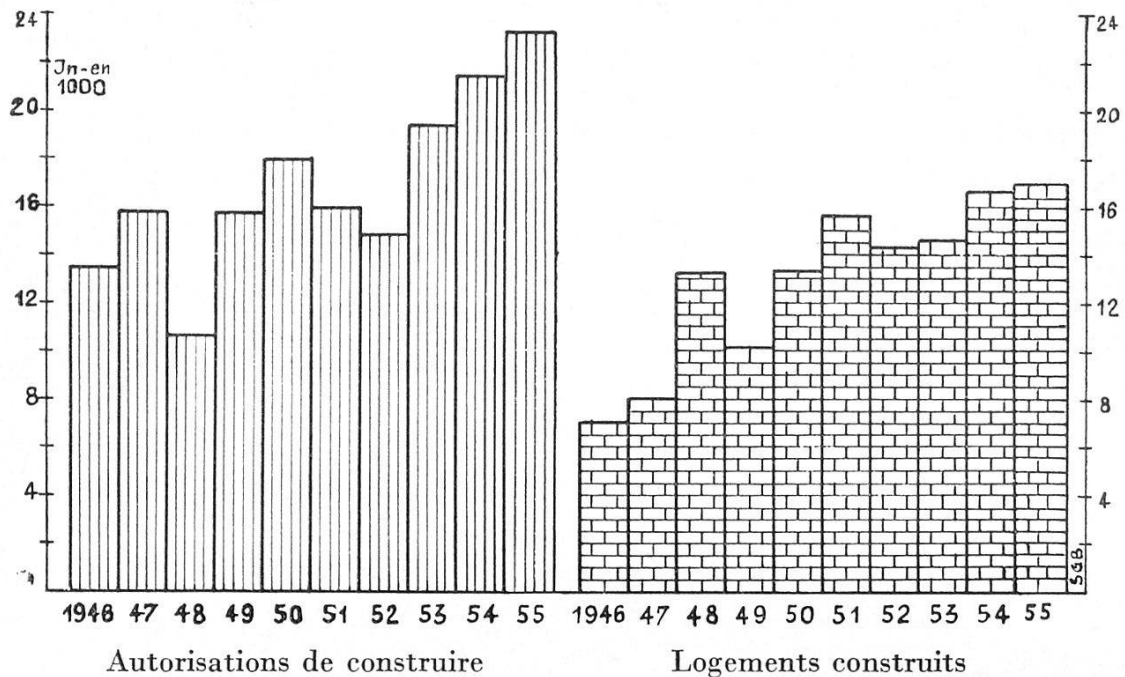
La construction

L'activité s'est également intensifiée dans ce secteur. La construction de logements a évolué comme suit dans les quarante-deux communes de plus de 10 000 habitants :

	Projets autorisés	Logements construits
1950	17 917	13 334
1951	15 918	15 596
1952	14 840	14 274
1953	19 374	14 550
1954	21 411	16 498
1955	23 146	16 735

En dépit de cette activité, la réserve des logements vacants n'a pas augmenté de manière notable dans ces quarante-deux communes. Le 1^{er} décembre 1955, elle s'inscrivait à 0,35%, au regard de 0,26% un an auparavant. Dans les cinq grandes villes, cette réserve était de 0,19% (et de 0,58% en moyenne seulement dans les autres communes). Huit seulement de ces quarante-deux communes disposent d'une réserve de logements vacants de 1 à 2% ; mais la situation ne peut être tenue pour normale que si ces logements sont plus ou

Activité dans le bâtiment



moins également répartis entre les diverses catégories de loyers. On sait que d'aucuns redoutent qu'un retour à la normale sur le marché locatif ne freine brusquement l'activité dans le bâtiment. Cette crainte nous paraît superflue, des habitations anciennes étant sans cesse démolies et remplacées par de nouvelles. Il n'en reste pas moins étonnant que le nombre des projets de construction continue d'augmenter. Il est probable qu'en 1955 comme en 1954 la pléthore de capitaux a donné une forte impulsion à la construction. Quant au renversement de la situation qui est intervenu sur le marché des capitaux, les statistiques n'en traduisent pas encore les effets.

L'expansion des exportations a également accru le volume des constructions industrielles. Par rapport à 1954, le nombre des projets (2737) soumis aux inspecteurs fédéraux des fabriques a augmenté de 16%.

Transports et commerce de détail

Le trafic des Chemins de fer fédéraux a continué de s'accroître:

	Trafic des marchandises en milliers de t.	Trafic des voyageurs en milliers de personnes
1950	18 036	193 899
1951	21 314	201 101
1952	19 358	206 356
1953	19 405	203 471
1954	20 999	204 472
1955	23 172	209 643

L'accroissement des importations et des transports en transit a eu pour corollaire une augmentation de 10% du trafic des marchandises, dont le volume a presque atteint le chiffre record de 1941. Le nombre des voyageurs n'a été que de très peu inférieur au chiffre de 1947, le plus élevé qui ait été enregistré jusqu'à maintenant.

Le *tourisme* bénéficie d'une expansion continue. En 1955, on a enregistré 23,7 millions de nuitées, soit 4% de plus que l'année précédente. Cette amélioration est due avant tout à l'augmentation du nombre des touristes étrangers, dont les nuitées — de 12 millions — ont dépassé pour la première fois celles des ressortissants suisses.

L'évolution des *chiffres d'affaires du commerce de détail* reflète assez bien les variations du pouvoir d'achat. De 1954 à 1955, ils ont augmenté de 6% en moyenne — de 4% pour les denrées alimentaires, les boissons et le tabac, de 5% pour le textile et de 12% dans les autres branches du commerce. Le volume des ventes n'a pas grossi exactement dans les mêmes proportions, les prix étant monté de 0,5% en moyenne au cours de l'année. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail estime que, par rapport à 1949, le volume des ventes s'est accru de 18% pour les denrées alimentaires, le tabac et les boissons et de 23% pour les articles textiles et l'habillement, soit d'un peu moins de 3 et 4% par an. Rappelons à ce propos que la population augmente de 1% par an environ et que la Suisse occupe plus de deux cent mille travailleurs étrangers.

Emploi et chômage

L'indice de l'emploi dans l'industrie calculé par l'Ofiamt (sur la base d'enquêtes trimestrielles visant à déceler la situation dans l'industrie) est désormais établi par rapport à 1949 et non plus au regard de 1938, les comparaisons avec la période d'avant-guerre impliquant certaines inexactitudes. L'indice des ouvriers occupés (1949 = 100) a évolué comme suit:

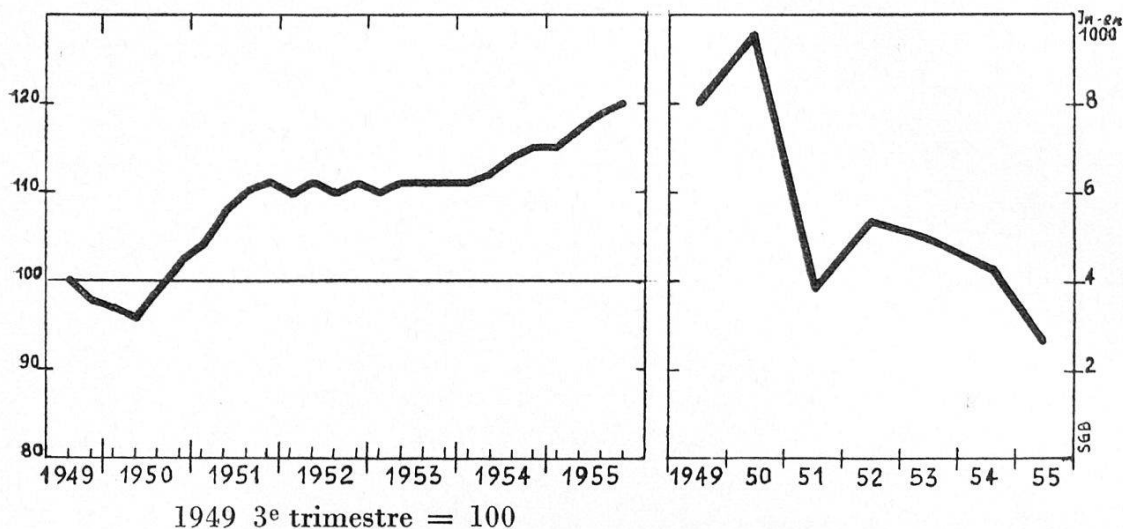
	1951	1952	1953	1954	1955 *
1 ^{er} trimestre	104	110	110	111	115
2 ^e »	108	111	111	112	117
3 ^e »	110	110	111	114	119
4 ^e »	111	111	111	115	120

* Chiffres provisoires

Les effectifs de la main-d'œuvre industrielle, après avoir fortement augmenté en 1951 (à la suite du boom déclenché par la guerre de Corée) sont demeurés relativement stables jusqu'au printemps 1953. A partir de ce moment, ils n'ont cessé de s'accroître jusqu'à la fin de 1955. Une progression de 20% en l'espace de six ans peut être sans aucun doute qualifiée d'extraordinaire. La statistique des

Indice des ouvriers occupés dans l'industrie

Chômeurs complets



fabriques donne à peu près les mêmes résultats: de l'automne 1949 à l'automne 1955, le nombre des ouvriers assujettis à la loi sur le travail dans les fabriques s'est accru de 90 600 ou de 18%.

C'est dans l'industrie des machines et métaux que l'augmentation (28%) a été la plus forte, puis dans la broderie (37%), les arts graphiques (22%) et dans l'horlogerie (18%). Au regard de 1937, le nombre des personnes occupées dans l'industrie des machines et métaux a presque doublé; il a plus que doublé dans l'industrie chimique; il a augmenté de 50% environ dans l'horlogerie, mais de 11% seulement dans le textile.

Jamais le nombre des *chômeurs* n'a été plus faible. Il a évolué comme suit au cours des dernières années:

1950	9599	1953	4995
1951	3799	1954	4329
1952	5314	1955	2713

Pendant les mois d'été, la proportion des personnes sans emploi a été de moins de 1% du nombre des personnes occupées. Dans aucun autre pays elle n'a été aussi basse. Il convient cependant de relever que la statistique ne reflète qu'imparfaitement le chômage saisonnier dans l'hôtellerie et dans le bâtiment, les travailleurs étrangers saisonniers dont l'emploi cesse n'étant pas assimilés à des chômeurs.

Le coût de la vie et les salaires

Le tableau ci-après permet de suivre les fluctuations de l'indice des prix à la consommation:

	Moyenne annuelle			Décembre	
	1953	1954	1955	1954	1955
Denrées alimentaires	184	188	190	191,8	191,9
Chauffage	142	140	140	139,5	141,1
Habillement	217	215	215	215,6	214,6
Loyer	120	123	127	124,8	127,8
Nettoyage	205	204	204	203,5	203,7
Divers	155	154	154	153,7	154,2
Indice global	170	171	173	172,9	173,6

De 1954 à 1955, l'indice annuel moyen a progressé de 1,6 point ou de moins de 1%. Du 31 décembre 1954 au 31 décembre 1955 le renchérissement a progressé moins fortement. Il est dû avant tout à l'augmentation des loyers et des denrées alimentaires; inversement, les prix des articles d'habillement ont quelque peu baissé. En 1955, la hausse a été moins accentuée que l'année précédente, ce qui est certainement dû à l'attitude ferme des organisations syndicales, qui a engagé le Conseil fédéral à renoncer provisoirement à autoriser une nouvelle majoration des loyers et à liquider la caisse de compensation des prix du lait.

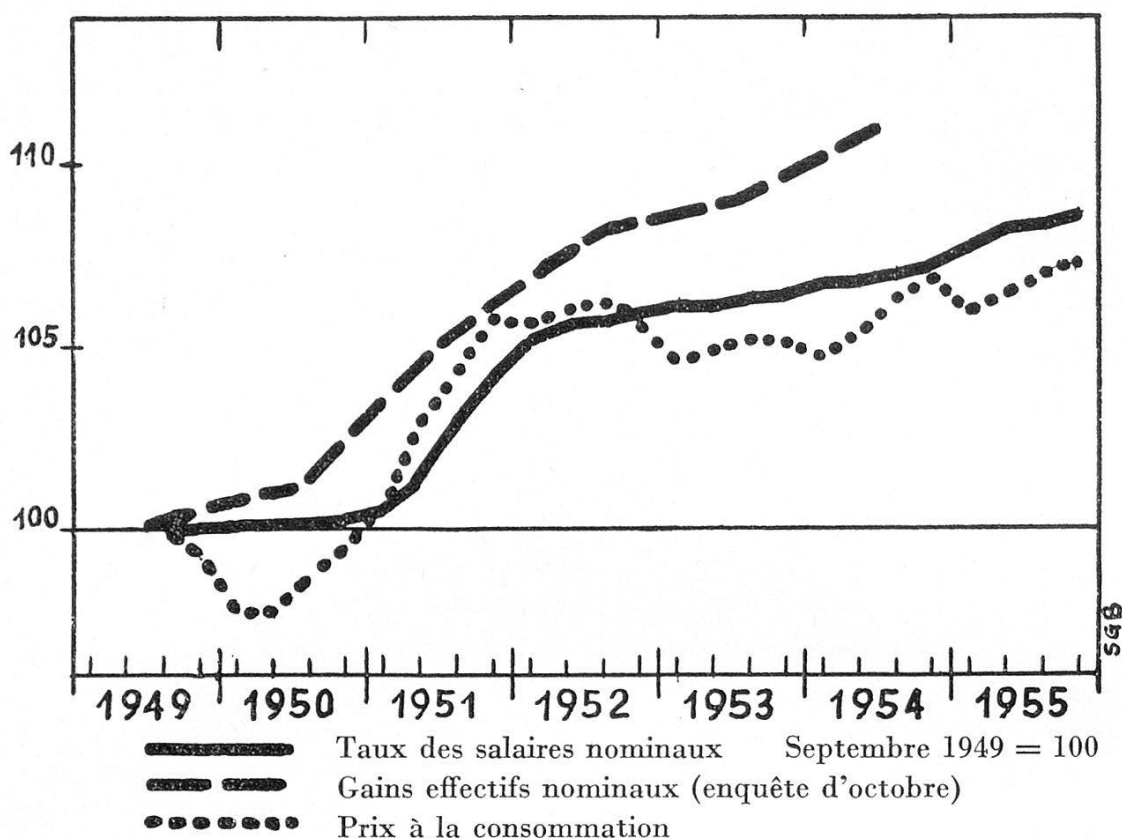
L'évolution des *salaires* est décelée au moyen de trois enquêtes officielles. La statistique trimestrielle effectuée par l'Ofiamt dans l'industrie est contestée par les associations patronales parce qu'elle ne porte pas sur les gains effectifs, mais sur des taux de salaire qui ne comprennent pas les allocations diverses. Ajoutons qu'elle ne porte pas seulement sur les taux contractuels. Cette enquête est néanmoins poursuivie parce que l'on ne peut pas renoncer à des comparaisons à court terme; en revanche, ces dernières ne s'étendent plus que sur trois ans et l'Ofiamt a renoncé à calculer les modifications des salaires réels. On trouvera néanmoins, ci-après, l'indice des salaires nominaux et réels publié par la Banque Nationale:

Coût de la vie et salaires
(Septembre 1949 = 100)

	Indice des salaires nominaux	Indice du coût de la vie	Indice des salaires réels
Fin 1949	100,0	99,3	100,7
» 1950	100,3	99,4	110,9
» 1951	104,2	105,7	98,6
» 1952	105,8	105,7	100,1
» 1953	106,4	105,1	101,3
» 1954	107,2	106,9	100,3
» 1955	108,7	107,3	101,3

Nous admettons que ces chiffres sont probablement en deçà de l'évolution effective des salaires. Cependant, les résultats de la

Indices des salaires nominaux et des prix à la consommation



grande enquête à laquelle l'Ofiamt procède chaque année en octobre donnent une image qui n'est guère plus satisfaisante:

Indice des salaires d'ouvriers (Octobre 1949 = 100)

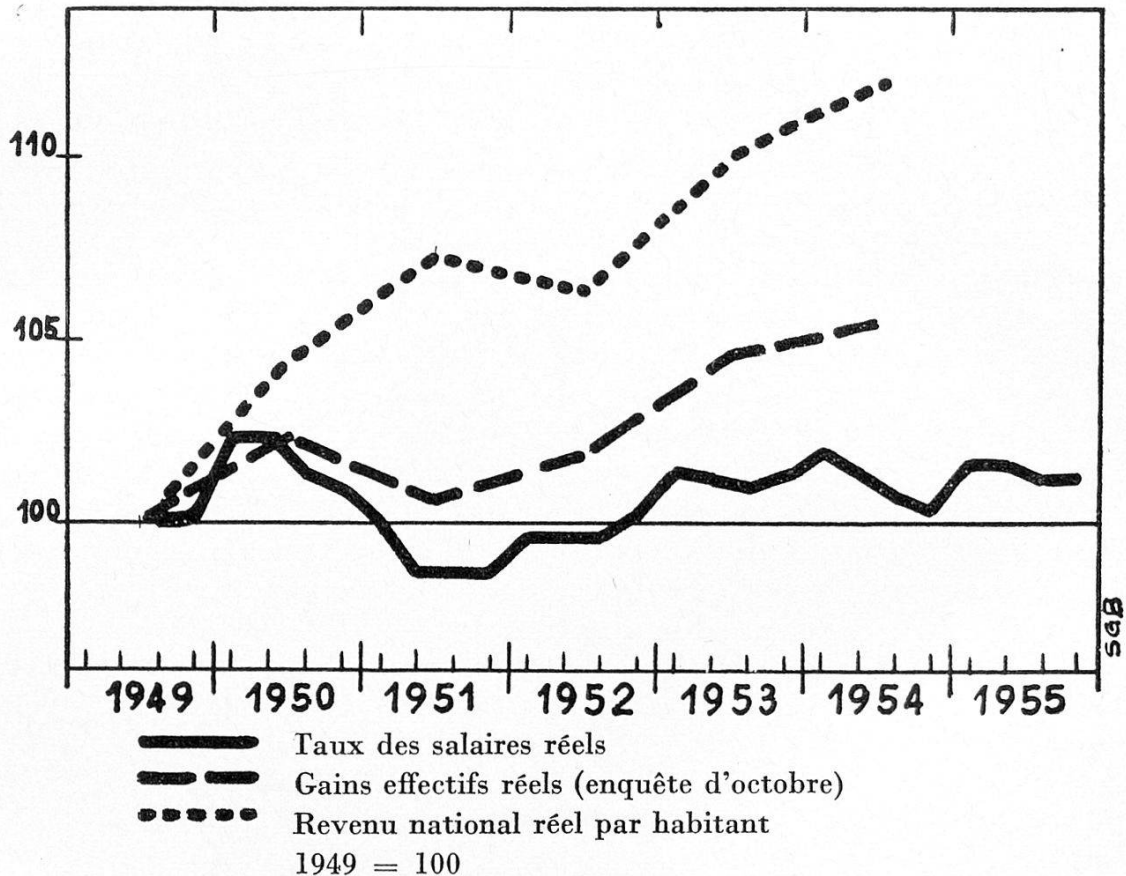
	Salaires nominaux	Salaires réels
1951	105	99,3
1952	108	102,2
1953	109	103,7
1954	111	103,4

Dans l'espace de cinq ans (1949-1954), les salaires nominaux ont augmenté de 11% en moyenne, tandis que le renchérissement a progressé de 7%. L'amélioration du pouvoir d'achat a été de 3,4% seulement. En 1951 et en 1954, la hausse du coût de la vie a même rendu entièrement illusoire l'augmentation des salaires.

En 1955, les salaires ont été majorés de 1%, mais le coût de la vie est monté dans la même proportion, de sorte que les ouvriers n'ont bénéficié d'aucune amélioration de leurs salaires réels. Même si l'on admet que les gains effectifs se sont accrus de plus de 1%, l'amélioration du pouvoir d'achat serait extrêmement modeste et, dans tous les cas, inférieure à l'augmentation du revenu national réel.

Nous n'ignorons pas que les prix ont baissé au cours de l'année de référence 1949 et qu'il en est résulté un relèvement du pouvoir d'achat, de sorte que les améliorations du salaire réel qui sont intervenues depuis sont plus modestes que celles que révèle une comparaison avec 1939. Mais nous n'avons pas choisi arbitrairement 1949 comme année de référence. D'autres indices officiels sont calculés

Evolution des salaires réels



sur cette base. Quant à l'agriculture, elle fonde ses comparaisons sur l'année 1948, celle des années d'après-guerre où le rendement a été le plus élevé; il va sans dire que les résultats des comparaisons faites ultérieurement sur cette base sont d'autant plus défavorables à l'agriculture, mais favorables à ses revendications.

Les perspectives économiques

Au moment où ce rapport a été rédigé (fin mars), la production et les échanges atteignent presque partout un niveau maximum. Aux Etats-Unis, la fabrication d'automobiles a subi un coup de frein, la production de voitures (de 8 millions en 1954) ayant été de toute évidence supérieure aux besoins. Cet état de choses n'a cependant

pas entraîné des conséquences dangereuses et il n'est pas exclu qu'il puisse être surmonté. On note néanmoins divers signes de faiblesse, en particulier une certaine saturation dans le bâtiment. La trop grande expansion du crédit, de la vente à tempérament notamment, a également tendance à freiner le rythme de l'activité, de sorte que celle-ci n'augmentera probablement plus à la même cadence que jusqu'à maintenant. Il est possible que l'on entre de nouveau dans une période de stagnation. Cependant, une régression sensible n'est pas vraisemblable alors qu'approche l'élection du président des Etats-Unis: le parti au pouvoir entend tabler sur une économie prospère. En Europe également, l'expansion économique se poursuivra à un rythme plus lent: les possibilités ne sont pas illimitées et les mesures visant à comprimer le crédit feront sentir leurs effets. On ne distingue toutefois encore aucun signe avant-coureur d'un renversement de la situation, si bien que, pour le moment du moins, on peut admettre que la situation demeurera favorable.

La Suisse, même si la concurrence s'intensifie dans certains secteurs, a des chances de maintenir ses échanges extérieurs au même niveau. Les employeurs considèrent d'ailleurs comme bonnes les perspectives d'occupation (en particulier dans l'industrie des machines, l'horlogerie et le bâtiment), ou du moins comme satisfaisantes. Mais elles ne le demeureront que si la Suisse parvient à maintenir les prix au niveau favorable d'aujourd'hui. C'est au Conseil fédéral qu'il appartient de pratiquer une politique économique et financière propre à préserver les positions que notre industrie a conquise sur les marchés internationaux.

A propos de la «statistique des accidents» de la Caisse nationale

Par *Alexandre Berenstein*

La statistique quinquennale des accidents, que la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents vient de publier pour les années 1948 à 1952, mérite un examen approfondi. En effet, l'étude des données statistiques est en matière d'assurance d'une importance primordiale, car elle permet de se rendre compte des conséquences qui découlent pour l'assurance, d'une part, de l'évolution démographique et, d'autre part, de celle du risque assuré; par ailleurs, elle permet de connaître les possibilités techniques et financières de l'assurance.

Effectif assuré

En ce qui concerne l'effectif assuré, il convient de rappeler que la Caisse nationale est loin de couvrir les risques d'accidents pour